Vingtième année : N° 247

DIRECTION ET RÉDACTION : Rue de la Régence, 53, LIEGE

TELEPHONES : Rédaction : 169.30 229.60 239.61 (après 21 h. : 405.30 235.41
Administration-Publicité : 169.30 278.55

Compte-chèques postaux : N° 30.180

45 centimes

EDITION DU MATIN

LA WALLONIE

ORGANE QUOTIDIEN DE LA DEMOCRATIE SOCIALISTE.

Lundi 4 Septembre 1939

ADMINISTRATION PUBLICITE : Rue de la Régence, 53. LIEGE

Demandes pour la publicité en série le tarif dégressif

Abonnements { 1 mois : Fr. 60.30 / 6 mois : Fr. 57.— / 1 an : Fr. 110.—

Etranger : le port en sus

8 PAGES

L'IRRÉMÉDIABLE S'EST ACCOMPLI

M. Hitler ayant refusé de retirer ses troupes du territoire de la Pologne, l'Angleterre et la France se considèrent en état de guerre avec l'Allemagne

Des combats acharnés se livrent en Pologne

A nos lecteurs

Le régime des informations

Le souci gouvernemental d'observer dans le conflit actuel la neutralité la plus complète et la plus loyale a entraîné certains journaux à déclarer qu'ils publieront telles quelles les informations qui leur parviendront des diverses agences, laissant à leurs lecteurs le soin de distinguer le vrai du faux et de se faire une opinion par eux-mêmes.

Cette neutralité peut être commode mais prêter le flanc à des inconvénients multiples et en fin de compte induire en erreur, sinon fausser le jugement, des lecteurs, du fait que les journaux ne reçoivent pas en même temps des informations de sources différentes sur les mêmes faits. Il peut arriver qu'une agence lance une nouvelle sans qu'elle puisse être confirmée ou infirmée par une communication d'une autre agence le même jour ou la même nuit. En pareil cas, la nouvelle, si elle était donnée simplement avec l'indication de source, sans réserve d'aucune sorte, déterminerait chez les lecteurs une opinion ou un jugement sans base objective.

Ce n'est pas, à notre sens, la neutralité que nous devons observer mais l'objectivité à la plus nette et la plus claire.

Ce n'est pas facile et l'on ne peut y atteindre qu'en «recoupant» les informations d'une agence donnée par celles des autres agences.

C'est ce que nous nous efforcerons de faire ici.

Lorsque ce ne sera pas possible, nous mettrons nos lecteurs en garde.

Tous les grands journaux quotidiens sont abonnés aux mêmes services d'agences télégraphiques et reçoivent en même temps, par télétype ou par Creed, les mêmes informations.

En Belgique, toutes les informations sont centralisées et réparties entre les journaux abonnés par l'agence Belga.

En France, par l'agence Havas.

En Angleterre, par l'agence Reuter.

En Pologne, par l'agence Pat.

En Allemagne, par l'agence D. N. B.

En Italie, par l'agence Stéphany.

En Russie, par l'agence Tass.

C'est l'agence Reuter, fondée par un Allemand, naturalisé Anglais, qui est la plus ancienne et de loin la plus importante.

Toutes les agences, bien qu'étant constituées sous forme de sociétés privées sont des organes officieux d'informations des divers gouvernements. En temps de guerre, il va de soi qu'elles sont totalement au service de leur-et.

«La Wallonie» indiquera désormais l'origine précise des informations qu'elle publiera.

La marche des événements

La rapidité et l'abondance d'événements importants ces dernières heures nous obligent, afin de rendre leur compréhension plus aisée, de les résumer en les présentant dans l'ordre chronologique.

VENDREDI SOIR.

MM. Nevile Henderson et Coulondre, ambassadeurs de Grande-Bretagne et de France à Berlin, remettent à M. von Ribbentrop, ministre des affaires étrangères du Reich, un ultimatum sommant l'Allemagne d'évacuer sans délai Dantzig et les territoires polonais occupés par son armée.

Le ministre allemand répond qu'il en référera au chancelier Hitler.

SAMEDI.

L'Allemagne ne répond pas mais continue à bombarder les villes polonaises. La D. T. C. A. réagit avec vigueur.

— M. Daladier, à la Chambre puis au Sénat, déclare que la France est prête à assumer toutes ses obligations. Les crédits de Défense Nationale sont votés à la quasi unanimité.

Lord Halifax fait la même déclaration à la Chambre des lords. La loi de défense nationale est votée.

— On laisse entendre à Berlin que la réponse à l'ultimatum franco-anglais pourrait être remise dimanche dans la journée.

DIMANCHE.

A 9 heures, Sir Nevile Henderson fait une nouvelle démarche auprès de M. von Ribbentrop. Il lui donne deux heures de grâce, sinon l'Angleterre considérera qu'elle est en état de guerre avec l'Allemagne.

11 h. 15, M. Chamberlain fait une proclamation à la radio. L'Angleterre est en guerre avec l'Allemagne. La France est aux côtés de la Grande-Bretagne.

Les opérations militaires

L'ambassade de Pologne communique à l'agence Havas :

Communiqué numéro 2 du grand état-major général polonais.

Opérations aériennes. — Le 2 septembre, l'aviation ennemie a continué son action sur tout le territoire sans égard pour l'importance militaire des objectifs atteints.

Le 1er septembre, Varsovie et les environs de la capitale ont été l'objet de nombreuses attaques. Les pertes portent surtout sur la population civile. Pour ces deux jours, les pertes de l'aviation ennemie, se chiffrent à 37 avions et les pertes polonaises par 12 avions.

Samedi soir, Varsovie a subi un nouveau bombardement

Opérations sur terre. — Une forte pression continue à s'exercer sur le front de Podhalé et de Silésie dans la direction de Czestochowa. Nous avons détruit 100 tanks ennemis

Sur le front de Poméranie et de Prusse orientale, les combats se poursuivent à la frontière de même que dans la région de Gdynia.

La Westerplatte continue à se défendre.

(Voir suite en 2e page.)

La Belgique déclare officiellement sa neutralité

Bruxelles, 3. — On annonce officiellement que le gouvernement belge a communiqué à tous les gouvernements intéressés la déclaration de neutralité de la Belgique.

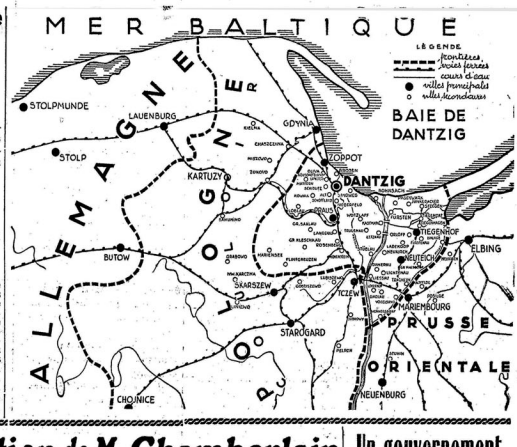
* * *

(Voir le texte de la déclaration en cinquième page)

La position française

Le correspondant diplomatique de l'Agence Reuter apprend, selon les milieux diplomatiques français, que le gouvernement français se considérera automatiquement en état de guerre avec l'Allemagne à l'expiration de l'ultimatum qui a été transmis par l'ambassadeur de France au gouvernement allemand et qui fixait une limite de temps finissant à 17 h.

Il n'y aura pas de déclaration formelle et, en conséquence, dans l'opinion officielle française, la France est déjà en guerre avec l'Allemagne.



La déclaration de M. Chamberlain

Londres, 3. — (Reuter). — Voici la déclaration radiodiffusée de M. Chamberlain.

« Je parle du 10 Downing Street.

» Ce matin, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin a transmis au gouvernement allemand une note finale déclarant que, à moins que nous ne recevions sa réponse pour 11 heures déclarant qu'il se prépare à retirer ses troupes de Pologne, l'état de guerre existerait entre nous.

» J'ai à vous dire maintenant qu'aucun engagement de cette nature n'a été reçu et qu'en conséquence, l'Angleterre est en guerre avec l'Allemagne.

» Vous pouvez imaginer quel coup amer c'est pour moi que de voir que tout mon long combat pour gagner la paix ait échoué.

» Maintenant, je ne puis croire qu'il y ait quelque chose de différent que j'eusse pu faire et qui eut été plus assuré du succès.

» Jusqu'au dernier moment même il aurait pu être possible d'obtenir qu'un règlement entre l'Allemagne et la Pologne soit arrangé, mais M. Hitler ne voulait pas qu'il en soit ainsi. Evidemment, il s'était mis en tête d'attaquer la Pologne indépendamment de ce qui pourrait arriver.

» Quoique M. Hitler dise maintenant qu'il fit des propositions raisonnables, ceci est une déclaration contraire à la vérité.

» Son action montre à toute évidence qu'il n'y a aucune chance que cet homme abandonne jamais sa pratique d'employer la force pour satisfaire sa volonté. On ne peut l'arrêter que par la force. Et nous et la France, nous remplissons aujourd'hui nos obligations d'aller à l'aide de la Pologne, qui a si bravement résisté à cette attaque méchante et non provoquée contre son peuple.

» Nous avons la conscience tranquille. Nous avons fait tout ce qu'un pays pouvait faire pour établir la paix. Mais nous nous trouvons dans une situation dans laquelle on ne saurait avoir confiance dans aucune des paroles donnée par le chef de l'Allemagne et dans laquelle aucun peuple ou pays ne peut se sentir en sûreté. Cette situation est devenue intolérable.

» Et maintenant, que nous avons résolu d'en finir, je sais que vous remplirez votre rôle avec calme et courage.

» Dans un moment comme celui-ci, les assurances d'appui que nous avons reçues de toutes parts de l'Empire sont une source de profond encouragement pour nous. Nous lutterons contre la force brutale, la mauvaise foi, l'injustice, l'oppression et la persécution et je suis certain que le bon droit prévaudra contre tout cela.

» Je sais que chacun de vous remplira son rôle avec courage et calme.

» Le gouvernement a établi des plans pour que l'existence de la nation puisse continuer normalement en temps de guerre ».

» Le Premier Ministre termine en disant qu'il est d'importance vitale que chacun continue son travail habituel, et ajoute :

« Que Dieu nous bénise tous, et défende le droit ».

Une déclaration de Greenwood à la Chambre des Communes

Londres, 3 (Reuter). — Après la déclaration solennelle de M. Chamberlain, Greenwood, accueilli par des acclamations unanimes, a fait allusion au changement d'atmosphère survenu dans la Chambre.

« Il y avait eu du ressentiment, a-t-il affirmé, de l'appréhension, de la colère même dans la nuit dernière par crainte qu'un ajournement pût avoir pour résultat un déshonneur national et le sacrifice du peuple polonais à la tyrannie allemande. Ce matin, nous nous trouvons dans une atmosphère entièrement différente, dans une atmosphère de soulagement, de tranquillité et de résolution. (Appl.)

» L'insupportable agonie de l'incertitude est finie. Nous savons le pire. L'écrasant mot de « guerre » a été prononcé par l'Angleterre en exécution de son engagement et de sa volonté inébranlable de défendre les libertés de l'Europe. Nous avons entendu dire hors de cette enceinte que la guerre avait commencé. Nous rendons hommage à la grande modération de la Pologne au cours de la récente crise. (Appl.)

» Les Polonais se sont dressés seuls au seuil de la civilisation pour nous défendre et pour défendre toutes les nations libres que nous soutenons et qui nous sont chères. »

Greenwood a ajouté :

« Pologne, nous te saluons comme un camarade que nous n'abandonnerons pas ! Aux Polonais, disons : Nous sommes avec vous et, avec nos cœurs, toutes nos forces jusqu'au retour de la paix. Le nazisme doit être définitivement détruit. »

Voir la suite des événements en troisième page

L'Allemagne rejette l'ultimatum britannique

Le D. N. B. publie la réponse du gouvernement du Reich à la note du gouvernement britannique demandant le retrait des troupes allemandes entrées sur le territoire polonais.

Cette demande anglaise est qualifiée de provocatrice.

La réponse allemande débute comme suit :

« LE GOUVERNEMENT ET LE PEUPLE ALLEMANDS REFUSENT DE RECEVOIR, D'ACCEPTER E DE REMPLIR LES EXIGENCES DE L'ULTIMATUM BRITANNIQUE. »

Le document réaffirme que depuis des mois l'état de guerre existait en fait à la frontière orientale du Reich du fait des Polonais.

Il rappelle toutes les tentatives faites par les divers gouvernements allemands pour supprimer les dén de justice contenue dans le traité de Versailles et accuse les puissances démocratiques et principalement l'Angleterre d'avoir empêché la révision pacifique demandée p l'Allemagne.

Les accords polono-anglais ont donné à la Pologne un blanc seing pour toutes les attaques et provocations contre les Allemands vivant dans les territoires autrefois arrachés à l'Allemagne.

Après que toutes les tentatives pour trouver une solution pacifique eurent échoué de la faute de Varsovie, conclut la note allemande, ne resta plus au Reich qu'une solution : répondre par la force aux provocations polonaises.

Le gouvernement du Reich décline toute responsabilité dans les événements actuels.

A chaque attaque anglaise, continue la réponse allemande, nous répondrons par les mêmes armes et de la même forme.

Un gouvernement d'union nationale est constitué en Belgique

Bruxelles, 3. — Etant donné le développement des événements internationaux, M. Pierlot, Premier ministre, au nom du roi, a décidé d'offrir au P. O. B. d'entrer dans le gouvernement.

Le bureau du P. O. B., réuni d'urgence, a décidé d'accepter.

Voici la composition du nouveau gouvernement :

Catholiques :
Premier Ministre sans portefeuille : M. PIERLOT.
Communications : M. MARCK.
Agriculture : M. D'ASPREMONT-LYNDEN.
Affaires Economiques : M. SAP.
Ravitaillement : M. DELBOSSE.
Colonies : M. DE VLEESCHAUWER.

Socialistes :
Ministre sans portefeuille : DE MAN.
Affaires Etrangères : SPAAK.
Justice : SOUDAN.
Travail et Prévoyance Sociale : BALTHAZAR.
Informations nationales : WAUTERS.

Libéraux :
Ministre sans portefeuille : M. JANSON
Intérieur : M. DEVEZE.
Travaux Publics et Résorption du chômage : VANDERPOORTEN.
Santé Publique : M. M.-H. JASPAR.
Techniciens :
Défense Nationale : Lieutenant Général DENIS.
Finances : M. GUTT.
Instruction Publique : M. DUESBERG.

Convocation des Chambres

La Chambre et le Sénat se réunirent probablement mercredi.

La décision sera prise au cours du Conseil de Cabinet qui se réunira dans la nuit.